

UNION AFRICAINE

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis-Abeba, Éthiopie, P. O. Box 3243 Téléphone: + 251 11 5517 700 Fax: + 251 11 5517844
site internet:www.au.int

Atelier inaugural sur le développement du Cadre Continental Africain des Certifications

2 — 3 septembre 2019

Addis-Abeba, Éthiopie

Rapport de l'atelier

Table des matières

1. Aperçu.....	3
2. Discussion et conclusions d'atelier	4
2.1 Séance d'ouverture, allocutions de bienvenue.....	4
2.2 Développement de l'ACQF: objectifs, portée des travaux et feuille de route	7
2.3 Expériences africaines: cadres régionaux des certifications.....	9
2.4 Expériences nationales: Cadres nationaux de certifications	11
2.5 Avis des parties prenantes sur le rôle et la valeur ajoutée du CPCA.....	14
2.6 Ordre du jour de la deuxième journée	15
2.7 Cadres de certification dans le monde: tendances mondiales et évolutions futures.....	17
2.8 Mise en marche: étude cartographique de l'ACQF.....	21
3. Sessions des groupes de travail: principales idées et attentes sur le l'ACQF.....	23
4. Clôture de l'atelier	28
ANNEXE 1: PROGRAMME DE L'ATELIER.....	30
ANNEXE 2: LISTE DES PARTICIPANTS	35
ANNEXE 3: Équipe d'experts JET Education Services — étude cartographique de l'ACQF.....	38
ANNEXE 4: ACRONYMES	39

1. Aperçu¹

L'Union africaine (UA) et ses États membres ont décidé de doter le continent des conditions et des mécanismes nécessaires pour faciliter la mobilité et la transparence des compétences et des qualifications, à l'appui de l'Agenda 2063 de l'UA. L'ACQF est une politique essentielle qui contribuera à une intégration africaine plus étroite.

Plus de 75 représentants des autorités concernées de 35 États membres de l'Union africaine, de trois communautés économiques régionales (CER), des associations régionales chargées de l'enseignement supérieur et de l'assurance de la qualité, de l'ACA, ADEA, AFTRA, CAPA, FEWA, Business Africa, OATUU, de l'Union des étudiants africains, de l'UNESCO, de l'OIT et de l'équipe de gestion du projet ACQF (représentants d'AUC-RHST, de l'ETF, de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Union africaine et de la GIZ), se sont rencontrés les 2 et 3 septembre 2019 pour l'atelier inaugural dédié au démarrage des travaux sur l'élaboration du Cadre Continental Africain des Certifications (ACQF). Voir : liste des participants et liste des acronymes - annexes 2 et 4 de ce rapport.

L'atelier de deux jours portait sur une série de sujets, notamment le contexte politique dans lequel l'ACQF est en train d'être conceptualisé, le champ d'application des travaux et la feuille de route pour les activités pour la période 2019-2022. Trois sessions ont été consacrées à au partage et discussion des expériences africaines en matière de développement et de mise en œuvre des cadres de certification et des points de vue des parties prenantes sur le futur ACQF. Sept cadres nationaux de certifications (NQF) de pays africains et deux cadres régionaux de certifications (RQF) ont été présentés, mettant en évidence la diversité de leur structure et de la mise en œuvre, mais aussi un certain nombre de principes et objectifs communs. Les partenaires sociaux africains, l'union des étudiants et l'association des polytechniques ont partagé leurs aspirations au sujet du rôle et la valeur ajoutée du futur ACQF. L'atelier a créé une occasion interactive pour les parties prenantes de présenter leurs points de vue sur la vision future de l'ACQF.

L'atelier a également discuté les nouveaux développements, les grandes tendances et les perspectives mondiales de l'évolution des cadres de certification; la diversification des modes d'apprentissage et l'acquisition des qualifications; l'impact de la numérisation et des nouvelles technologies dans les cadres de certification. Présentée l'expérience du cadre européen des certifications (EQF), de sa mise en œuvre parmi les 39 pays participants, et son rôle de catalyseur dans le développement et comparaison des NQF.

L'inadéquation des compétences à l'échelle du continent peut être abordée si les compétences circulent entre régions et les pays. Le rôle de l'ACQF sera important pour la mobilité.

La mobilité des étudiants et des apprenants, ainsi que la reconnaissance des qualifications, sont sérieusement limitées en Afrique, en raison de difficultés dans l'application effective des instruments soutenant la coopération transfrontalière et la comparaison des qualifications (diplômes, certificats), telles que: la Convention (d'Addis-Abeba) révisée sur la reconnaissance

¹Le premier jour, tous les participants ont reçu l'ensemble des documents d'atelier dans un disque USB contenant toutes les présentations, documents techniques de projet et littérature.

des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique 2014 (non encore ratifiée pour application), systèmes d'assurance de la qualité harmonisés pour l'éducation et formation, cadres nationaux des certifications (NQF) et cadres régionaux des certifications (RQF) sur l'ensemble du continent.

À l'heure actuelle, une partie de ces instruments existent et fonctionnent dans certaines communautés économiques régionales, et dans un certain nombre d'États membres de l'Union africaine. Mais certaines régions du continent ne sont pas encore dotées des conditions et des instruments qui sous-tendent et soutiennent la confiance mutuelle, la transparence et la reconnaissance des qualifications.

L'examen de l'approche à suivre pour réaliser l'étude cartographique a été lancé avec la contribution de l'équipe de JET Education Services, l'organisation sélectionnée pour mener à bien cette première activité clé de la feuille de route du développement de l'ACQF.

L'atelier s'est conclu avec une aspiration positive de tous les participants pour la vision d'un ACQF qui sera à la fois africain et mondial, et qui contribuera à *l'Afrique que nous voulons*.

2. Discussion et conclusions d'atelier

2.1 Séance d'ouverture, allocutions de bienvenue.

L'ACQF dans le cadre des objectifs stratégiques de l'UA et de l'Agenda 2063 et de la coopération UA-UE.

***Intervenants:** Mme Anna Burylo, chef adjointe de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine; S.E. Mme Sarah Anyang Agbor, Commissaire chargée des ressources humaines, de la science et de la technologie de l'Union Africaine;*

Dr Mahama Ouedraogo, directeur de la CUA Ressources Humaines, Science et Technologie de l'Union africaine (RHST), a présidé la séance d'ouverture et a accueilli les participants à l'atelier inaugural du projet de développement du CCQF.

Mme Anna Burylo, chef adjointe de la délégation de l'UE auprès de l'UA, remercie la CUA pour l'excellente coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation. Avec près de 200 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans, l'Afrique compte la population la plus jeune au monde. Aujourd'hui, il est essentiel de créer des opportunités pour ces jeunes, car ils seront les moteurs du développement économique et du changement social de demain. Dans le cadre du domaine prioritaire de coopération stratégique UA-UE «Investir dans les ressources humaines — éducation, science, technologie et développement des compétences», l'Afrique et l'UE reconnaissent l'importance de la jeunesse, en particulier des filles et des jeunes femmes, et des personnes qui vivent dans des environnements défavorisés ou vulnérables. Les principaux objectifs de la coopération dans ce domaine sont les suivants: améliorer l'accès aux connaissances et aux compétences; associer davantage l'éducation et les compétences à l'emploi; et libérer le potentiel offert par la recherche, la technologie et l'innovation et l'économie numérique.

Convaincus que la mobilité facilitera les transferts de connaissances et de technologies et renforcera les liens entre les deux continents, le partenariat Afrique-UE soutient les initiatives par la reconnaissance des qualifications, les partenariats entre institutions et la mobilité des jeunes, du personnel et des chercheurs, en particulier des femmes et des filles. Le projet ACQF s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel, qui vise à améliorer les perspectives professionnelles des jeunes Africains en mettant à disposition des compétences innovantes axées sur le marché et en soutenant des mesures visant à faciliter la reconnaissance mutuelle des qualifications entre les pays africains.

Cette coopération est l'une des principales réalisations à réaliser dans le cadre des engagements pris lors du 5e sommet UA-UE à Abidjan et devrait compléter les autres actions en cours et nouvellement engagées dans le domaine de l'enseignement supérieur et des pôles de coopération pour la jeunesse. Cette initiative fait également partie des engagements renouvelés figurant explicitement dans l'action 4 de l'*Alliance Afrique-Europe pour des investissements et création d'emplois* (adoptée le 12/09/2018)².

Le projet UA-UE « Compétences pour l'employabilité des jeunes » soutient le développement de l'ACQF, une initiative clé de la politique de l'UA contribuant à l'intégration de l'Afrique dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA. Le ACQF vise à améliorer la comparabilité, la qualité et la transparence des qualifications, à soutenir un espace d'enseignement commun en Afrique, à faciliter la libre circulation des personnes et à mieux aligner les qualifications par rapport aux besoins du marché du travail. L'ACQF devrait bénéficier à tous les utilisateurs finaux, y compris aux apprenants, aux travailleurs et aux employeurs. Mentionnée l'expérience de 10 ans du cadre européen des certifications (CEC) et son évolution récente pour relever de nouveaux défis et de nouveaux objectifs. Le CEC a contribué au développement des cadres de certifications grâce à une coopération volontaire entre les 39 pays concernés.

L'ETF, une agence spécialisée de l'UE, est le nouveau partenaire disposant d'une grande expertise technique et contribuera au développement du ACQF, en étroite coopération avec la CUA et les parties prenantes de l'ACQF. Le projet ACQF doit s'engager auprès de diverses parties prenantes, et leur adhésion et leur soutien sont fondamentaux pour assurer la durabilité et le succès de l'ACQF, au-delà de la période de ce projet.

S.E. Mme Sarah Anyang Agbor, commissaire chargée des ressources humaines, des sciences et de la technologie de l'Union africaine, souhaite la bienvenue à tous les participants au siège de la CUA. Elle souligne que cet atelier a rassemblé des représentants de ministères de l'éducation et d'agences nationales et régionales d'assurance qualité pour une importante réflexion sur l'ACQF en tant que cadre compréhensif pour le continent.

La Commissaire accentue que le développement de l'ACQF sera une étape importante pour réorienter les systèmes d'éducation et de formation de l'Afrique afin de répondre aux besoins en ressources humaines de l'Agenda 2063. Elle souligne le rôle important que la science et la technologie jouent en tant que moteur de la croissance économique et du développement en Afrique. Le développement et la conservation du capital humain hautement qualifié sont de la plus haute importance pour garantir la vision de l'Union africaine d'une Afrique pacifique,

²Action 4 de la communication (12.09.2018) relative à une *nouvelle alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables* à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-africa-europe-jobs-alliance-communication-643_en.pdf

intégrée et prospère. Les jeunes du continent africain sont un atout démographique, pour autant qu'ils disposent de compétences leur permettant de devenir des citoyens actifs et responsables. En les dotant des compétences adéquates, ils seront en mesure de prendre en charge le développement de l'Afrique. Sans cela, ils deviendront une responsabilité démographique.

L'ACQF vise à promouvoir la libre circulation des personnes et à faire en sorte que les lacunes en ressources humaines et en capacités intellectuelles soient comblées. En outre, grâce à la mise en œuvre de l'ACQF, la transférabilité des compétences, ainsi que la reconnaissance mutuelle des qualifications, seront réalisées. La transparence des compétences a également été identifiée comme un apport important de l'ACQF.

Elle rappelle l'importance des organisations régionales et continentales dans la mise en œuvre de la stratégie de l'Union africaine en matière d'harmonisation de l'enseignement supérieur. Étant donné que les systèmes d'enseignement supérieur sont structurés différemment dans l'ensemble de l'Afrique, l'harmonisation continentale est importante pour garantir la comparabilité et la reconnaissance mutuelle des qualifications universitaires. L'ACQF renforce le concept d'harmonisation des programmes éducatifs en Afrique, dans la mesure où il soutient l'intégration des cadres de certification nationaux et régionaux existants. Il en résultera une structure propre à l'Afrique, qui peut servir de cadre de référence pour la comparabilité et l'équivalence des qualifications.

La Commissaire rappelle aux participants que la convention d'Addis-Abeba doit encore être ratifiée par trois gouvernements africains afin qu'elle devienne opérationnelle. Elle encourage les membres à plaider en faveur de la ratification de la convention dans leurs pays respectifs afin qu'elle puisse progresser dans sa mise en œuvre. Elle souligne l'importance d'une éducation de qualité en Afrique, telle que définie dans les objectifs stratégiques de la stratégie de l'éducation continentale pour l'Afrique (CESA) 2016-2025, afin de veiller à ce que les lacunes en matière de ressources humaines et de capacités intellectuelles soient comblées. Il est inacceptable de disposer de certificats et de qualifications qui ne mènent pas à l'emploi. Par conséquent, il est essentiel de disposer d'un système d'assurance de la qualité qui fonctionne bien, de manière à ce que les programmes éducatifs et les formations proposées par les établissements soient améliorés en permanence. En comblant ces lacunes, il sera possible de continuer à progresser vers un développement durable et équitable sur l'ensemble du continent.

La CUA, conjointement avec l'Association des Universités Africaines (AAU) et l'UE, met en œuvre le Cadre Panafricain pour l'Assurance Qualité et Accréditation (PAQAF), qui promeut la qualité et l'harmonisation des programmes d'enseignement supérieur en Afrique.

La Commissaire remercie tous les États membres de l'UA, les agences, les experts pour leur présence et remercie l'UE, l'ETF et la GIZ pour leur soutien à l'ACQF et pour l'organisation de cet atelier inaugural. Elle indique que les conclusions de l'atelier seront présentées aux ministres au sein du comité technique spécialisé dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie (STC-EST) qui se tiendra en novembre 2019 à Addis-Abeba. En conclusion, la Commissaire a remercié sincèrement tous les partenaires et parties prenantes pour leur disponibilité et leur participation au développement de l'ACQF. Grâce à ce travail commun, le rêve africain peut être réalisé.

2.2 Développement de l'ACQF: objectifs, portée des travaux et feuille de route

M. Joe Samuels, directeur général de l'Autorité sud-africaine des qualifications (SAQA), a présidé le premier jour et a contribué à des interactions productives et à une bonne gestion du temps tout au long de la journée.

M. Samuels démarre par la présentation de tous les participants.

L'ordre du jour de l'atelier a été orienté vers l'action et soutenu un démarrage dynamique des activités de développement de l'ACQF. Le premier jour, l'ordre du jour comprenait deux tables rondes sur les cadres régionaux et nationaux de certifications en Afrique et une session avec des parties prenantes (partenaires sociaux, étudiants, association des universités techniques et polytechniques) au cours desquelles les aspirations sur l'ACQF ont été débattues. Le deuxième jour, l'ordre du jour comprenait une session consacrée aux tendances mondiales et deux discussions organisées sous forme de sessions de travail interactives.

Session 2: Contexte politique et objectifs de l'atelier inaugural de l'ACQF

Orateur: Dr Yohannes Woldetensae, expert senior de la CUA HRST

Le Dr Yohannes a introduit les objectifs des deux journées de consultation et d'échange avec les parties prenantes (2-3 septembre 2019), et une troisième journée consacrée à la convocation du premier groupe consultatif ACQF (4 septembre 2019). L'atelier vise à définir les fondements d'un processus de développement de l'ACQF cohérent et participatif, sous la direction politique de la CUA et participation des parties prenantes de l'ACQF. Un aperçu de la portée des travaux et de la feuille de route proposés par l'ACQF (2019-2022) a été présenté et les participants se sont mis d'accord sur les prochaines étapes du processus.

Le Dr Yohannes accueille et reconnaît les nombreuses institutions qui participent à l'atelier inaugural, y compris les États membres de l'UA (fonctionnaires des ministères et représentants des agences concernées); CER; organisations: ACA, ADEA, AFRA, UNESCO, IICBA, AASU, Business Africa, CAPA, FAWE, OIT, OCUU; associations de l'enseignement supérieur: AAU, AARU, AWAU, IUCEA, SARUA; équipe de projet ACQF: La CUA, l'ETF, la délégation de l'UE, la GIZ ainsi qu'un certain nombre d'experts internationaux. Le Dr Yohannes a confirmé que les documents clés validés tout au long du processus de développement de l'ACQF seront traduits dans les langues officielles de l'UA.

L'ACQF est intégré dans le contexte des politiques de l'UA, notamment:

- Agenda 2063 de l'Union africaine: L'Afrique que nous voulons;
- Stratégie continentale pour l'éducation en Afrique 2016-2025 (CESA);
- Stratégie continentale pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) pour favoriser l'emploi des jeunes;
- Protocole au traité instituant la Communauté économique africaine relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement; et
- Zone de libre-échange continentale africaine.
- Harmonisation de l'assurance de la qualité et de l'accréditation de l'enseignement supérieur africain (HAQAA);

Session 3: Portée et objectifs du CCQF

Orateur: Dr Yohannes Woldetensae, expert senior de la CUA HRST

La mise en œuvre de l'ACQF devrait contribuer à l'un des résultats de l'Agenda 2063 — une Afrique intégrée. L'ACQF devrait contribuer à l'harmonisation de l'enseignement supérieur, à la mise en œuvre de la PAQAF et à la reconnaissance des diplômes et des certificats entre les pays. L'ACQF facilitera la mobilité intra-africaine des apprenants, la transférabilité des compétences, la migration de main-d'œuvre et encouragera la stratégie de l'Union africaine en matière d'EFTP pour favoriser l'emploi des jeunes. Ces processus contribuent à la création d'un espace éducatif africain.

L'ACQF sera un instrument contribuant à:

- Améliorer la comparabilité, la qualité et la transparence des qualifications de tous les sous-secteurs de l'éducation et de la formation;
- Faciliter la reconnaissance des diplômes et certificats;
- Promouvoir un espace africain commun pour l'éducation et soutenir les résultats de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.
- Promouvoir la coopération et l'alignement entre les cadres de certification (nationaux, régionaux) en Afrique et dans le monde

Les cadres de certification font la différence au sein des systèmes, mais pas en tant qu'instruments isolés. L'amélioration de la mobilité des apprenants et des travailleurs, la reconnaissance des qualifications et la portabilité des compétences au-delà les frontières dépendent de la combinaison appropriée d'instruments politiques — dont les cadres de certification sont des éléments importants. D'autres instruments et politiques sont essentiels et doivent être pris en considération: assurance de la qualité, protocoles de reconnaissance et conventions, processus viables de validation et de certification des compétences acquises dans la vie et au travail, accords bilatéraux et multilatéraux sur la migration de main-d'œuvre, intégration des travailleurs migrants.

La mise en œuvre de la zone continentale africaine de libre-échange repose sur la prémisse que l'enseignement sera harmonisé et sanctionné par des diplômes. Le protocole au traité instituant la Communauté économique africaine relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement (2018) précise: «Les États parties établissent un cadre continental des certifications pour encourager et promouvoir la libre circulation des personnes» (article 18).

Développement de l'ACQF : champ d'activité du projet

Le résultat escompté du projet est le document compréhensif de politique et technique sur l'ACQF élaboré sur la base d'analyse et consultation des parties prenantes, validé sur le plan technique et soumis à la prise de décision au sein de l'UA. Le schéma du projet ACQF est décrit dans le document de travail technique intitulé «Développer l'ACQF — Champ d'application des travaux et feuille de route 2019-2022».

Le projet de développement de l'ACQF a une approche globale et s'appuie sur une combinaison de: a) des éléments de preuve et une analyse (cartographie et études de

faisabilité); b) leadership politique de la CUA, implication des parties prenantes et consultation systématique; c) sensibilisation et développement des capacités, communication avec le grand public.

Il a été souligné que le processus de développement de l'ACQF-combine une succession d'étapes interconnectées: étude cartographique (2019-2020); analyse de faisabilité, options et scénarios pour l'ACQF (2020-2021); document de politique et technique et plan d'action ACQF (2021-2022).

Huit ateliers de consultation clés sont prévus (2019-2022) et des ateliers ciblés supplémentaires peuvent être ajoutés pour répondre à des objectifs spécifiques. Des activités d'apprentissage par les pairs et de développement des capacités proportionnées à la portée des travaux et aux ressources disponibles seront incluses dans les ateliers de l'ACQF. Le groupe consultatif de l'ACQF sera la principale structure de consultation systématique des parties prenantes.

Gouvernance du processus de développement du CCQF

La CUA est le chef de file politique du processus, en étroite coopération avec le projet technique. L'ETF et la GIZ ont la responsabilité partagée de la mise en œuvre du projet: l'ETF assure le pilotage thématique et technique, tandis que la GIZ supervisera l'ensemble de la coordination du projet et de l'administration financière.

Le groupe consultatif ACQF (ACQF AG) représente la modalité et l'instrument de base de la consultation et de la participation systématiques des parties prenantes tout au long du processus de développement de l'ACQF-développement. L'ACQF AG est composé de parties prenantes nationales, régionales et continentales qui prodigueront des conseils, et contribuera à l'examen des résultats clés du processus de développement de l'ACQF. Le Dr Yohannes a clairement présenté le large éventail de parties prenantes impliquées dans l'AG et a souligné que la plupart des CER (EAC, CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC) sont membres de l'AG.

Les participants ont soulevé des questions sur la viabilité future du ACQF et sur sa future mise en œuvre à tous les niveaux (national, régional et continental), en soulignant que les autorités nationales et la CUA devraient prévoir les ressources nécessaires pour soutenir l'opérationnalisation.

2.3 Expériences africaines: cadres régionaux des certifications

Session 4: Cadre pour l'enseignement supérieur de l'Afrique de l'Est (EAQFHE)

Orateur: Dr Joseph Cosam, IUCEA

L'harmonisation de l'éducation est l'un des principes d'intégration de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Le protocole sur le marché commun de la CAE appelle à la libre circulation des personnes; reconnaissance mutuelle des qualifications universitaires et professionnelles; et la promotion de l'enseignement transfrontalier dans la région.

Le Conseil des ministres de la CAE a adopté le 30/04/2015 l'EAQFHE. C'est un instrument générique, qui couvre tous les niveaux de qualification (huit niveaux), depuis l'enseignement de base jusqu'aux doctorats, auquel les cadres nationaux de certifications des États de l'EAC doivent être ancrés afin de permettre la comparabilité, la compatibilité et la synchronisation des systèmes d'éducation et de formation. Il s'agit également d'une plateforme qui facilite la reconnaissance mutuelle des qualifications.

Le système régional d'assurance de la qualité coexiste avec l'EAQFHE dans la CAE. Le système régional d'assurance de la qualité a été mis au point pour promouvoir la comparabilité des systèmes éducatifs, améliorer la qualité de l'enseignement et maintenir les normes internationales qui rendraient le système compétitif au niveau régional et international.

Le Conseil interuniversitaire pour l'Afrique orientale (IUCEA) est une institution intergouvernementale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) chargée de coordonner le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Dans le cadre de son rôle, l'IUCEA travaille en étroite collaboration avec les commissions nationales ou les conseils de l'enseignement supérieur dans les États partenaires de la CAE (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Soudan du Sud). L'IUCEA a été chargé de coordonner la mise en œuvre de la partie de l'EAQFHE qui concerne l'enseignement supérieur.

Au cours de la section consacrée aux questions et réponses, l'intervenant clarifie: les descripteurs de niveau EAQFHE sont génériques et non sectoriels. Les descripteurs de niveau sectoriels reviennent au niveau national. L'élaboration du cadre a été étayée par une étude participative impliquant de nombreuses entités, y compris des étudiants. L'adhésion des autorités nationales est essentielle pour la consolidation et l'opérationnalisation du cadre régional ainsi que pour sa contribution à l'évolution de la situation au niveau national. L'EAQFHE est cohérente avec les NQF sous-jacents. Un certain nombre d'États membres de l'UA font membres de deux CER et sont ainsi exposés à deux régimes différents de cadres de certification: cette situation a des implications particulières, mais aussi un certain nombre d'avantages, tels que le partage interrégional d'expériences.

Session 4 (suite): Cadre de certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADCQF)

Orateur: M. Franz Gertze, directeur général de l'Autorité chargée des qualifications en Namibie

Le SADCQF a été développé en 2011 et a reçu un nouvel élan en 2017. Le SADCQF vise à faciliter la circulation des apprenants et des travailleurs dans l'ensemble de la région de la SADC et ailleurs, et à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, afin de renforcer la confiance et libre circulation. Le SADCQF est structuré en dix niveaux.

Le modèle de mise en œuvre du cadre se base sur six domaines, dont la mise en œuvre est soutenue par le comité technique d'accréditation et de certification (TCCA):

1. Gouvernance (Secrétariat de la SADC)
2. Le développement et l'alignement des cadres nationaux de certification par rapport au SADCQF (chef de file: Afrique du Sud)
3. Vérification des qualifications (chef de file: Eswatini)
4. Assurance qualité (chef de file: Botswana)
5. L'articulation et la reconnaissance de l'apprentissage préalable (RPL) et de l'accumulation et transfert de crédits (CATS) (chef de file: Namibie)
6. Communication et promotion (chef de file: Zambie)

Les citoyens ont été au cœur du processus de développement du SADCQF et sont également au cœur de la prospérité. Le développement des capacités de soutien à la mise en œuvre constitue un objectif majeur et aussi défi sérieux, dans la mesure où il concerne non seulement les institutions centrales au niveau national et régional, mais aussi les communautés d'enseignement et de formation, les enseignants et les professionnels sur le terrain. Les contraintes de temps et d'espace peuvent être comblées grâce à la technologie visant à faciliter le développement des capacités dans la région.

Les données communiquées par huit États membres de la SADC ont montré qu'en 2018-2019:

- Le nombre total de qualifications évaluées a baissé de 19 % par rapport à l'exercice précédent.
- 50% des pays ont signalé une augmentation du nombre de certifications évaluées.
- 59% des qualifications entrant dans la Communauté de développement de l'Afrique australe proviennent d'Afrique. Dont 42% proviennent d'autres pays de la SADC; 17% en provenance d'autres pays africains (pays non membres de la SADC)
- Baisse de 50% du nombre total de fausses qualifications par rapport à l'année précédente
- 80% des certifications auraient été dénaturées à l'intérieur de l'Afrique.

Les questions du public comprenaient: meilleure utilisation des ressources et de l'expertise africaines pour développer des capacités à tous les niveaux; implantation d'agences d'assurance de la qualité de l'enseignement dans tous les pays. Il a également été noté que l'Afrique du Sud pourrait être confrontée à un afflux d'étudiants et, par conséquent, à l'arrivée d'un nombre très significatif d'étudiants. Les mouvements de population doivent être mieux exploités en liant les politiques en matière de qualifications et d'éducation à d'autres domaines politiques, notamment les stratégies d'industrialisation et de création d'emplois

2.4 Expériences nationales: Cadres nationaux de certifications

Intervenants: Joe Samuels (Afrique du Sud), Arafat Atmoun et Laila El-Rhilassi (Maroc), Maria Madalena Chimpolo (Angola), Eusebius Mukhwana (Kenya), Lamine Gueye (Sénégal), Robin Phoolchund (Maurice) et Alemshet Berhane (Éthiopie).

La session 5 a combiné un exposé essentiel avec une table ronde et a été animée par Dr Jeffy Mukora, qui a dirigé les débats et qui a formulé les conclusions finales.

Joe Samuels présente «Célébration des 21 ans d'un NQF qui œuvre pour les citoyens: le cas de l'Afrique du Sud». La présentation met l'accent sur le rôle du CNC en tant que construction sociale, qui nécessite un examen intellectuel, la participation démocratique et l'allocation de ressources adéquates. Le NQF a été réalisé grâce à une réflexion permanente, de manière transparente et audacieuse. L'accent mis sur les objectifs fixés par les NQF est essentiel pour pouvoir progresser, même lorsque les progrès semblent lents. Le NQF a évolué pour améliorer la gouvernance, le positionnement et la visibilité publics et une contribution efficace à la société. Parmi les services fournis aux utilisateurs il est important de souligner le Service d'Orientation du NQF qui appuie le public à naviguer facilement dans le cadre. Le NQF sert de référence, teste les certificats numériques et travaille à des accords de reconnaissance mutuelle avec

d'autres pays à l'échelle mondiale. SAQA a adopté en 2019 un addendum sur la reconnaissance des qualifications des réfugiés et demandeurs d'asile. Il est également souligné que le NQF n'est pas une solution miracle et que les résultats ne doivent pas être surestimés. La voie à suivre offre de nombreuses possibilités et le choix des directions à suivre devrait répondre aux aspirations et aux besoins de l'Afrique.

Principales conclusions du débat avec les six pays:

- Les cadres nationaux de certification sont différents en termes de structure et de stade de mise en œuvre. Le développement des NQF doit s'inscrire dans le contexte plus large des systèmes d'éducation et de formation et apporter une valeur ajoutée au système de certification. L'importance de l'intégration d'un nouveau NQF dans le système de certifications a été clairement présentée par la représentante de l'Angola. Le passage à l'approche fondée sur les acquis d'apprentissage pour tous les types de qualifications contribue à la clarté, à la transparence et à la cohérence des certifications — au bénéfice de la politique et des utilisateurs finaux. Le nouveau NQF angolais fait actuellement l'objet de consultation avant de passer à l'adoption officielle.
- Le développement des NQF est un processus complexe qui nécessite une volonté politique, des ressources et un développement des capacités. Passer de l'adoption d'actes juridiques à une mise en œuvre pratique nécessite un partenariat avec différentes parties prenantes, des efforts coordonnés et des actions de sensibilisation, mais aussi des instruments et des méthodes adaptés à l'objectif poursuivi et suscitant la confiance des parties prenantes et des utilisateurs. Le développement des capacités à tous les niveaux est un élément essentiel des plans de mise en œuvre du CNC. Les représentants du Maroc et du Kenya ont présenté leurs feuilles de route en mettant l'accent sur la mise en œuvre pratique du cadre national des certifications.
- La mise en œuvre du cadre sectoriel (cas d'EFTP) des certifications (cas: L'Éthiopie) était essentielle pour réformer l'ensemble du système d'EFTP et améliorer la qualité, la transparence des acquis d'apprentissage et les liens avec les emplois et les professions. Cette expérience montre la contribution des certifications fondées sur les acquis de l'expérience, liées aux profils professionnels et à la demande de l'employeur. Cela ouvre des voies pour l'évaluation objective des acquis d'apprentissage, indépendamment de la filière d'apprentissage ou de la modalité d'apprentissage, et contribue à l'obtention de qualifications de qualité. Cette expérience montre la possibilité de partager des principes communs avec d'autres éléments du système d'éducation et de formation et de bâtir un terrain d'entente pour le cadre national des certifications compréhensif.
- Le représentant du Sénégal présente un autre cadre sectoriel (enseignement supérieur). Les principales réformes en cours du système d'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur sont directement liées au cadre des certifications. La transparence des certifications repose sur les deux piliers suivants: descripteurs de niveau et assurance de la qualité des programmes et des établissements. La transition vers un cadre national des certifications compréhensif est à l'ordre du jour du pays, mais cette initiative nécessitera une coordination et un rapprochement interinstitutionnel pour aller de l'avant.
- Maurice est l'un des pays de l'Union africaine disposant d'une longue expérience du NQF: il a été élaboré pour la première fois en 2000, à la suite d'études de faisabilité préliminaires, pour faire face au défi de la grande diversité des programmes d'études au niveau local, en particulier dans le secteur technique et professionnel, et au besoin de

clarifier et mettre de l'ordre dans une situation étiquetée à l'époque «jungle» de certifications. En outre, de nombreux Mauritaniens rentrant de leurs études à l'étranger avaient besoin de reconnaissance ou l'équivalence de leurs qualifications. Ainsi, en 2003, l'Autorité de certification mauricienne (MQA) a été établie avec les objectifs principaux d'établir et de maintenir un cadre national des certifications et les fonctions d'assurance qualité associées afin de garantir la comparabilité des certifications au niveau international. Le NQF a pris un certain temps pour décoller et obtenir une acceptation au fil des ans, mais il a été progressivement accepté et utilisé par les parties prenantes en premier lieu par les prestataires de services de formation, puis par les employeurs publics et privés, à savoir la Commission des Services Publics et Business Maurice (principale association du secteur privé). Les facteurs de réussite de la mise en œuvre du NQF: communication à toutes les parties prenantes; une collaboration étroite et un partenariat public-privé à tous les niveaux. MQA valorise l'apprentissage par les pairs par rapport aux bonnes pratiques internationales.

Parmi les points soulevés par la plénière figurent:

- Les diplômes ne garantissent pas toujours que le titulaire possède les aptitudes et compétences attendues. Comment rendre les certifications plus transparentes pour tous?
- Les pays qui ont de grandes populations de réfugiés doivent veiller à ce que ces populations bénéficient d'un accès équitable à la reconnaissance de leurs qualifications et bénéficient de possibilités de travail décentes.
- Un participant indique qu'il existe un décalage entre l'offre et la demande sur le marché du travail dans son pays. Par conséquent, lors de l'élaboration du cadre de certifications, toutes les parties prenantes, y compris l'EFTP, les universités, les employeurs et les syndicats, ont été invitées à participer. Le conseil national des compétences, composé de neuf comités sectoriels sur les compétences, met au point des compétences professionnelles et, par conséquent, les certifications sont alignées.

Dr Jeffy Mukora résume les messages clés:

- La conceptualisation et le développement des NQF doivent être ancrés dans les stratégies et les besoins nationaux, et se fonder sur l'apprentissage des politiques plutôt que sur l'emprunt politique.
- La législation, la capacité technique, l'adéquation des ressources, le temps de développement et la révision sont essentiels pour que les NQF puissent consolider les instruments politiques qui font la différence.
- Les NQF ne sont pas des solutions miracle et ne peuvent à eux seuls résoudre le large éventail de questions importantes dans les systèmes de certification. Mais le NQF facilite les réformes, le passage aux principes des résultats d'apprentissage et une meilleure articulation entre les niveaux et les sous-systèmes.
- Les principales parties intéressées et les parties prenantes doivent être associées au processus
- Le NQF doivent être communiqués à tous afin que les utilisateurs finaux connaissent bien ses avantages. La terminologie du NQF devra être claire et compréhensible pour tous groupes d'utilisateurs, surtout pour les étudiants, formateurs et employeurs.

2.5 Avis des parties prenantes sur le rôle et la valeur ajoutée du CPCA

Intervenants: Peter Kwasi-Kodjie (Union des étudiants de toute l’Afrique), Jahou Fall (CAPA), Valentine Udeh (OATUU) et Jacqueline Mugo (Business Africa).

Prof Youhansen Eid, président de l’Autorité nationale chargée de l’assurance qualité et de l’accréditation de l’éducation (Égypte), a animé le débat de la session 6. Le professeur Eid observe que l’ACQF sera une grande entreprise continentale qui contribuera à la mobilité de la jeunesse et étudiants sur tout le continent. La valeur ajoutée de l’ACQF a été débattue par moyen de questions adaptées au profil de chacune des quatre organisations invitées a ce panel. Les principales réflexions et commentaires de ce débat sont résumés ci-dessous.

L’ACQF abordera une multitude de problèmes rencontrés par les étudiants dans leurs expériences de mobilité, ainsi que les défis liés à la reconnaissance des périodes d’études à l’étranger et des diplômes. L’ACQF devrait contribuer à la libre circulation des personnes et à la transférabilité des compétences et des qualifications. Grâce à cette future amélioration de la mobilité, les compétences vont circuler librement, ce qui contribuera à réduire les déficits et les pénuries de compétences sur les marchés du travail africains. La mobilité équitable des compétences réduit la sous-utilisation des ressources humaines, causée par différents types d’inadéquation des compétences — lacunes et pénuries dans certaines parties du continent, offre excédentaire dans d’autres.

En outre, la reconnaissance et l’amélioration de la reconnaissance des diplômes dans les pays africains renforceront l’attrait de l’enseignement et de la formation africains et la valeur des certifications délivrées par les institutions africaines. Une série d’autres facteurs doivent toutefois être mis en place pour atteindre cet objectif d’intégration et de libre mobilité des personnes et des compétences. Le passeport africain devrait devenir une réalité qui contribuera à la libre circulation des Africains sur tout le continent.

La mobilité équitable et l’apprentissage tout au long de la vie sont des conditions essentielles pour l’emploi et la sécurité de l’emploi des travailleurs. La reconversion et la mise à niveau des compétences sont des stratégies essentielles dans la vie des travailleurs — pour s’adapter aux évolutions technologiques et aux nouvelles exigences. L’ACQF, en coopération avec les cadres nationaux et régionaux devrait contribuer à la réalisation de ces objectifs fondamentaux.

Tous les sous-secteurs de l’éducation, y compris l’enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), devraient être inclus dans l’ACQF. Les voies de progression pour les apprenants devraient être claires et permettre aux apprenants de réaliser des transitions et mobilité sans interruption, horizontalement ou verticalement. La mobilité des jeunes est verticale et horizontale.

L’Afrique a un rôle important à jouer dans la croissance économique mondiale, à condition que le dividende démographique et la disponibilité d’une combinaison de compétences adéquates deviennent une réalité. L’Afrique doit attirer des talents vers les entreprises de tous types.

L’interaction entre l’ACQF et la Zone Continentale Africaine de Libre Echange doit être mieux explorée : les États membres de l’UA doivent se mettre d’accord sur le jeu final; il ne suffit pas de signer et de ratifier des accords et des protocoles. Ils réussiront si les pays sont prêts à donner et à accepter, à faire des compromis et à coopérer. Le renforcement de la confiance mutuelle est essentiel.

L'ACQF contribuera à la mobilité des travailleurs et des apprenants en soutenant la transparence des qualifications; mais d'autres politiques et instruments complémentaires doivent être opérationnels pour que la mobilité des apprenants et des travailleurs soit juste et harmonieuse à travers le continent.

Maroc — déclaration

Le Secrétaire Général de la formation professionnelle, M. Arafat Atmoun, représentant le Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Maroc, a demandé à lire une déclaration, dans laquelle il réitérait l'intérêt du pays à participer activement au processus de développement de l'ACQF. Il rappelle la déclaration finale du 1^{er} Forum Africain sur la Formation Professionnelle de décembre 2018, organisé par le Maroc, invitant tous les États membres de l'UA à coopérer avec la CUA pour le développement de l'ACQF et, plus tard, sur le référencement de leurs cadres de certifications par rapport à l'ACQF. Le processus de développement de l'ACQF peut être un espace de réflexion commun, pour le partage des connaissances, pour soutenir le développement des NQF et pour relier tous les sous-secteurs de l'éducation et de la formation dans un contexte d'objectifs communs. Les parties prenantes des NQF et les organes de direction peuvent capitaliser sur les enseignements issus des activités en réseau, de l'apprentissage par les pairs, comparer les certifications. Le Maroc est déterminé à coopérer dans ce processus conjoint.

Synthèse du 1^e jour

Le ACQF sera développé en mettant l'accent sur les objectifs définis, mais avec une certaine souplesse, sur la base de la consultation des parties prenantes. Les étudiants et les partenaires sociaux sont impliqués dès le début du processus parce que l'UA valorise la voix de ces groupes de la société. La ratification de la convention d'Addis-Abeba par les États membres est essentielle pour aller de l'avant en tant que continent. L'appropriation de l'ACQF, y compris des processus et des résultats, par l'ensemble des 55 États membres est essentielle à la réussite de l'ACQF.

2.6 Ordre du jour de la deuxième journée

Le Professeur Ana Maria Nhampule, présidente du Conseil national de l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur (Mozambique), a été introduite en tant que présidente pour la deuxième journée de l'atelier et a remercié la Commission de l'Union africaine pour cette occasion. Le professeur Nhampule a exprimé sa satisfaction quant au fait que cet atelier a une approche inclusive des langues et qu'elle a la possibilité de travailler à l'occasion d'une manifestation de l'UA dans la langue officielle de son pays (le portugais). Les participants nouvellement arrivés ont été accueillis à l'atelier. Le professeur Nhampule a pris acte de la richesse des débats et de la pertinence des différents commentaires et suggestions à tous les niveaux: national, régional et continental.

Bref rappel du jour 1

La première session du 2^e jour reprend brièvement les principaux messages des discussions du 1^e jour. Le présentateur, Eduarda Castel-Branco (ETF), a rappelé le contexte continental

dans lequel l'ACQF est intégré, et certains des messages les plus importants, organisés en quatre grands groupes. Ces messages ont été résumés comme suit:

<p>I) Discussion générale sur l'ACQF: attentes, rôle et interactions</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ACQF: vision — aller de l'avant, ne pas se concentrer uniquement sur le présent. 2. ACQF: un champ d'application global, incluant des besoins sociaux différents 3. ACQF — CER: la synergie et l'opportunité, mais des défis sont à relever; un plus grand débat et un renforcement de la confiance avec les niveaux national et régional est nécessaire 4. Durabilité: rôle/financement aux niveaux national et continental 5. ACQF: cadre fédérateur — dans tous les sous-secteurs/niveaux de formation, éducation & formation ; et les dimensions UA: nationale, REC, continentale + coopération et comparaison internationale 6. ACQF: très fortes attentes quant à son rôle et sa contribution à la mobilité (apprenants, travailleurs), à l'adéquation des compétences, à la reconnaissance et à la crédibilité des qualifications africaines, à l'inclusion sociale et à la libre circulation 7. L'ACQF ne suffira pas à résoudre les problèmes et à démanteler tous les obstacles à la mobilité, d'autres facteurs à prendre en considération. 8. Le développement des capacités est essentiel! 	<p>II) Discussion sur les cadres de certifications en Afrique</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les objectifs (plus larges et spécifiques) varient ; mais aussi des similitudes importantes. 2. NQF en tant qu'outils dans le système national de certifications — partie intégrante de la politique de développement des ressources humaines au sens large 3. Développement des cadres de certifications — complexe, temps, débat, volonté politique, communication aux citoyens: réflexion permanente 4. Cadres de certifications: construction sociale, accord 5. Participation des parties prenantes, points de vue critiques, travail en commun (acteurs étatiques et privés) 6. La législation est essentielle pour rendre opérationnel 7. Examen intellectuel 8. Des ressources adéquates 9. Évaluation du NQF 10. Capacité à tous les niveaux: des décideurs politiques aux prestataires de services d'éducation et de formation sur le terrain 11. Atteindre les utilisateurs...exemple: Service consultatif du NQF de l'Afrique du Sud = service destiné à aider les utilisateurs à s'orienter dans le NQF 12. NQF : démêler la « jungle des certifications » 13. CNC — pas de solution miracle 14. Combinaison de compétences: professionnelles, mais aussi transversales, citoyenneté 15. Feuilles de route pour la mise en œuvre du CNC: gouvernance, analyse et essais, ajustements méthodologiques, outils, registre des certifications
<p>III) Débat avec les parties prenantes</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'importance de conditions équitables et claires pour la mobilité des jeunes, des apprenants et des travailleurs 2. Étudiants : décisions en connaissance de cause des apprenants 3. ACQF pour soutenir l'éducation et la formation tout au long de la vie: sécurité de l'emploi des travailleurs 4. Mobilité «inclusive»: Passeport africain 5. ACQF: remédier à l'inadéquation des compétences — en soutenant la mobilité des compétences (pénuries/lacunes en matière de compétences dans les régions / pays). Circuler les compétences dans le continent 6. Mobilité EFTP — mise à niveau des compétences 	<p>IV) Questions et suggestions des participants</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La capacité de l'Afrique est disponible — mais elle doit être mieux exploitée. 2. Améliorons les programmes (curriculum)!! Enseigner et évaluer les compétences en vue d'une certification. Établissement de liens entre les profils/référentiels et les programmes d'études et de formation. 3. Aligner le cadre des programmes d'études sur l'Afrique avec l'ACQF 4. Comment harmoniser certains aspects des programmes dans la diversité des systèmes éducatifs en Afrique 5. Inclure les besoins des réfugiés et des travailleurs migrants — formation, reconnaissance de l'apprentissage préalable.

<p>7. ACQF: aborder la question de la sous-utilisation des compétences/RH sur le marché du travail (mobilité)</p> <p>8. Attirer les talents</p> <p>9. Intensifier les initiatives déjà mises en œuvre sur le lieu de travail — pour aligner les compétences et les qualifications sur le lieu de travail</p> <p>10. La reconversion professionnelle, l'éducation et la formation tout au long de la vie dans une société en mutation rapide, organisation numérique du travail et l'emploi</p> <p>11. Nouveaux types de qualifications — place dans les cadres de certifications</p> <p>12. L'écho à l'échelle continentale pour garantir la transparence</p> <p>13. Englober tous les sous-secteurs, modalités et voies d'apprentissage</p> <p>14. Mobilité des jeunes — horizontale et verticale</p> <p>15. Interaction ACQF et Zone Continentale Africaine de Libre Echange : les États membres de l'UA se mettent d'accord sur l'enjeu final, pas suffisant de signer et ratifier; succès si les pays sont prêts à accepter des compromis et à coopérer. Renforcement de la confiance</p> <p>16. Un objectif commun</p>	<p>6. Descripteurs de niveau différenciés génériques (RQF), spécifiques à un secteur (santé, comptabilité, tourisme, etc.)</p> <p>7. ACQF — soutenir les CNC: élaborer et réviser?</p> <p>8. Changer le discours, repenser la manière dont nous réfléchissons, redéfinir nos problèmes</p> <p>9. Langue! Important dans le domaine de la mobilité</p> <p>10. Langues de l'UA — importantes dans le développement de l'ACQF!</p> <p>11. Mettre en place un NQF ne garantit pas une mobilité équitable – mise en œuvre indispensable.</p> <p>12. Convention d'Addis-Abeba : pas encore ratifié par le nombre minimum de pays (seulement 7 d'entre eux). Quelle solution?</p> <p>13. L'Afrique du Sud a annoncé: Convention d'Addis ratifié: envoi d'informations.</p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

2.7 Cadres de certification dans le monde: tendances mondiales et évolutions futures

Intervenants: Borhène Chakroun (UNESCO) et Eduarda Castel-Branco (ETF)

La session 7 offre un aperçu des grandes tendances mondiales qui influencent le développement de l'éducation et de la formation, les cadres de certification, les modes d'apprentissage.

M. Borhène Chakroun ouvre un large éventail de perspectives et de défis à travers les économies et les sociétés du monde. Les objectifs de développement durable (ODD) sont des points d'ancrage pertinents et des points de référence pour les réformes à grande échelle et l'ACQF est l'une de ces évolutions. Si l'ODD #4 est essentiel, il convient également de tenir dûment compte d'autres ODD. ODD 4: Garantir une éducation inclusive et équitable, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Les projections 2030 pour l'Afrique témoignent de la croissance rapide de la population jeune, mais des résultats médiocres en matière d'éducation; moins de travail routinier et passage à l'économie numérique; économie informelle croissante / moins de travail décent.

Le monde est confronté à une «crise de l'apprentissage à l'échelle mondiale»: les entreprises et l'économie (et donc la croissance économique) subissent les conséquences négatives des faibles compétences que les apprenants tirent de nos systèmes éducatifs. Un défi majeur est de savoir comment offrir un apprentissage tout au long de la vie à tous les types de travailleurs et étendre effectivement la participation.

La polarisation de l'emploi continue: moins d'emplois pour moyennes qualifications ; plus d'emplois peu qualifiés et des emplois haut de gamme. Conséquences sur le champ d'application des certifications: moins de demande de qualifications étroites, plus de demande pour des qualifications plus larges. Dans cette évolution du marché du travail, la question est non seulement la migration, mais aussi des transitions.

Passeport de qualification de l'UNESCO: offre aux migrants et aux réfugiés leur permettant de faire reconnaître leurs compétences et leurs qualifications. Actuellement en cours d'essai en Zambie.

La certification numérique est un paysage émergent. Il peut s'agir d'un défi pour l'assurance de la qualité de l'éducation, mais il peut également être bénéfique pour le développement des compétences et la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage numérique est en pleine évolution, et le paysage des cours en ligne ouverts à tous (MOOC) est immense.

À l'échelle mondiale, les cadres de certification continuent d'être développés et réexaminés: plus de 150 pays ont développé/se développent et révisent leurs cadres de certification, y compris des mécanismes d'assurance de la qualité. L'interaction entre les NQF et les RQF est importante, et les RQF déclenchent des développements au niveau national.

Les réformes des qualifications et de l'éducation ne peuvent être dictées uniquement par une logique économique, car elles doivent fournir aux citoyens et aux sociétés un large éventail d'aptitudes et de compétences en matière de développement personnel et de citoyenneté, ainsi que des compétences techniques et transversales requises pour l'emploi.

La direction de ces tendances peut être déstabilisante: certification numérique, nouveaux types de cadres de certification, niveaux de référence mondiaux.

Dans sa présentation sur le cadre européen des certifications (EQF), préparée avec une contribution importante de l'expert CEC le plus reconnu (M. Jens Bjornavold — Cedefop), Eduarda Castel-Branco (ETF) a mis l'accent sur les principales caractéristiques de l'EQF et sur sa contribution aux réformes, à la comparabilité et à la transparence entre les cadres de certifications dans les 39 pays concernés.

L'EQF est opérationnel depuis 10 ans et comprend désormais 39 pays qui approfondissent activement leur coopération. 35 pays ont fait le référencement de leurs cadres nationaux à l'EQF, 31 utilisent les niveaux de l'EQF dans leurs certifications et 23 utilisent les niveaux du EQF dans leurs répertoires de certifications. Plusieurs pays mettent à jour et approfondissent le référencement. Il s'agit d'une contribution importante à la compréhension mutuelle et à la comparabilité des systèmes et des qualifications entre ces pays. La mise en correspondance des CNC avec l'EQF repose sur 10 critères, un processus d'examen par les pairs et un débat piloté par le Groupe Consultatif EQF et la Commission européenne. Lors de l'examen final et de la validation des rapports de mise en correspondance, les rapports de mise en correspondance sont publiés — pour des raisons de transparence.

L'une des principales contributions du CEC concerne la transition vers le principe des acquis d'apprentissage - soutenant un langage commun entre l'éducation et le marché du travail et la validation acquis de l'expérience (non formelle et informelle). L'EQF a joué un rôle de catalyseur pour le développement des NQF dans la plupart des pays concernés; cartographier et clarifier les liens entre les certifications; et à redoubler d'efforts pour parvenir à la définition et à l'application de principes communs.

L'EQF n'est pas un outil pour la reconnaissance des qualifications, mais facilite la reconnaissance. Ce rôle de cadre de référence dans le contexte de la reconnaissance est soutenu par le texte subsidiaire de 2013 de la convention de reconnaissance de Lisbonne.

L'EQF a été évalué et évolue, à l'instar d'autres cadres de certifications ouverts aux changements sociétaux. La base juridique initiale du CEC a été révisée en 2017, afin de renforcer la mise en œuvre du CEC dans les différents pays, systèmes et institutions, en vue d'améliorer l'employabilité, la mobilité et l'accès à l'éducation.

Les notes techniques de l'EQF, les inventaires, les analyses et les études et les activités structurées d'apprentissage par les pairs contribuent à approfondir la compréhension des thèmes et des questions politiques clés (ex.: approche fondée sur les acquis d'apprentissage, comparaison des certifications, coopération avec les pays et régions non EQF, répertoires numériques des certifications).

La gouvernance de l'EQF est multidimensionnelle : le Groupe Consultatif assure le rôle de pilotage ; la Commission européenne est chargée de fonctions politiques et techniques et est assistée par les agences de l'UE (ETF et Cedefop). La contribution de l'UE comprend un soutien technique et des subventions pour les points de coordination nationaux de l'EQF.

L'expérience de l'EQF est intéressante et pertinente également pour les pays de la politique européenne de voisinage, notamment la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Leurs accords d'association avec l'UE sont de grande envergure et font état d'une possibilité de coopération avec le CEC.

Les commentaires et les questions du public comprennent:

- L'Afrique est en train de développer l'ACQF plus tard que d'autres. Certains outils sont devenus obsolètes et dépassés par la numérisation. Quels effets sur le développement de l'AQF?
- Les NQF devraient-ils être révisés une fois que l'ACQF est développé?
- Impact de l'EQF sur le marché du travail: comment est-elle évaluée?
- Quelle est votre recommandation pour la construction et l'architecture de l'ACQF?
- Mobilité de l'apprentissage: davantage de dynamisme pour les prestataires de formation plutôt que pour les apprenants.
- Quels enseignements pouvons-nous tirer de l'expérience de l'EQF, tout en gardant à l'esprit notre contexte. Notre écosystème doit également être mis à jour.
- Quelle contribution a la meilleure articulation et perméabilité? Filières d'EFTP et parcours universitaires.
- Référencement dans le contexte de l'EQF: quel type de soutien les pays ont-ils en matière de référencement/d'alignement?

- L'ACQF peut-il contribuer à accroître les inégalités?
- Les pays moins développés bénéficient-ils de l'EQF?
- Comment améliorer l'harmonisation parmi les organisations internationales / bailleurs?
- Passeport de réfugié: qui délivre?
- Numérisation et accréditation: autorité juridique et cadre juridique?

Borhène Chakroun note que l'évolution des tendances mondiales a un impact sur le continent. L'apprentissage des politiques et non l'emprunt politique devraient constituer la base du développement de l'ACQF. Les pays africains sont en mesure de faire des avancées et se développer en fonction de leur contexte. La réglementation d'un «campus mondial» (identifiants numériques) peut être obtenue par des incitations, par exemple, des financements pour certifications incluses dans les NQF.

Mme Castel-Branco a ajouté que l'EQF ne fait pas cavalier seul et qu'il faisait toujours partie d'un écosystème des outils et des programmes de compétences de l'UE en matière de transparence (depuis 2008). La révision du CEC en 2017 s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus vaste et intégrée de l'UE: «Une nouvelle stratégie en matière de compétences pour l'Europe» (2016). Le programme intègre 10 priorités regroupées en 3 axes: a) améliorer la qualité et la pertinence de la formation des compétences; b) renforcer la visibilité et la comparabilité des compétences et des qualifications; c) améliorer la veille stratégique sur les besoins de compétences et l'information, pour des choix de carrière plus éclairés.

L'incidence potentielle de l'EQF sur l'emploi/le marché du travail ne peut pas être attribuée, en tant que facteur distinct, et dans un délai aussi court, mais le groupe consultatif pour le EQF reflète davantage sur les indicateurs de mesure de l'impact et l'approche appropriée. De nouvelles initiatives de l'UE sont en cours de mise en œuvre dans le cadre du EQF, notamment le nouvel Europass doté d'une série de nouvelles fonctions, notamment les qualifications numériques, le portefeuille électronique et l'interopérabilité avec EURES, le Skills Panorama et l'ESCO. Des travaux plus approfondis sont en cours sur la comparaison des certifications entre les pays de l'EQF, ce qui génère un climat de confiance et une meilleure compréhension des similitudes et des différences.

Parmi les autres commentaires ou réflexions du public figurent:

- Il est important de prendre en compte ce qui a été présenté et nous avons appris des idées importantes autour de la cartographie.
- Les présentations ont été précieuses pour nous rappeler l'orientation prospective et la prise en compte des nouvelles tendances.
- Les besoins des Africains devraient constituer le noyau dur de l'ACQF et ne pas se concentrer en premier lieu sur la mondialisation. Nous devrions tirer parti des perspectives en matière de décolonisation. Le Dr Yohannes répète qu'il existe plusieurs objectifs pour l'ACQF et ne se concentre pas uniquement sur la mondialisation.
- L'emprunt politique est largement répandu dans de nombreux efforts de réforme dans l'ensemble de l'Afrique. Il est important de tirer des enseignements d'autres expériences, et de comprendre dans quelles conditions cette solution ou réforme ont fonctionné au mieux. L'apprentissage par les pairs peut éclairer l'apprentissage des politiques, mais cela n'est pas synonyme d'importation de solutions prêtes à l'emploi hors contexte. Les NQF ne sont pas des solutions miracle, mais, dans le cadre d'une

bonne participation des parties prenantes et d'une analyse des conditions contextuelles, il est possible de faire des gains rapides.

- L'ACQF devrait être axé sur l'avenir, bien qu'il soit fondé sur les réalités du ou des contextes africains.
- Nous devons évoluer d'une manière qui nous éloignerait de la périphérie, en gardant à l'esprit nos contextes mais aussi en tirant profit de tendances majeures à l'échelle mondiale.
- L'UNESCO promeut le multilatéralisme et pas seulement la mondialisation. L'ACQF doit être tourné vers l'avenir, s'attaquer aux défis qui se posent sur le continent et tenir compte des tendances mondiales.
- L'EQF pourrait tirer des enseignements du ACQF à l'avenir. Les cadres de certification ne sont pas statiques, ils apprennent les uns avec des autres, évoluent et s'adaptent aux nouveaux défis et aux nouveaux objectifs, tout comme l'EQF et bon nombre des NQF les plus expérimentés (France, Irlande, Australie).
- Mme Beatrice Njenga: L'éducation ne se limite pas à la sécurité de l'emploi, mais aussi à l'amélioration de la qualité de vie, à la promotion de la citoyenneté et à la cohabitation harmonieuse.

2.8 Mise en marche: étude cartographique de l'ACQF

Intervenants: Eduarda Castel-Branco (ETF) et James Keevy (JET Education Services)

Session 8 visait à présenter l'approche de cartographie de l'ACQF, les questions d'orientation pour la recherche et les modalités de travail.

Mme Castel-Branco a introduit le rôle de JET Education Services dans la réalisation de l'étude de cartographie. Contextualisé l'étude cartographique dans le cadre du processus global de développement de l'ACQE-développement, en rappelant les liens avec l'étude de faisabilité de l'ACQF, avec le renforcement des capacités et l'engagement et la consultation des parties prenantes. Les 11 blocs thématiques pour l'étude cartographique proposés dans les termes de référence et dans le champ d'application de l'ACQF du travail de travail ont été brièvement présentés, de même que la feuille de route pour toutes les activités clés 2019-2022. Mentionné le plan de huit ateliers de l'ACQF (2019-2022), dont trois se rapportent directement à l'étude cartographique.

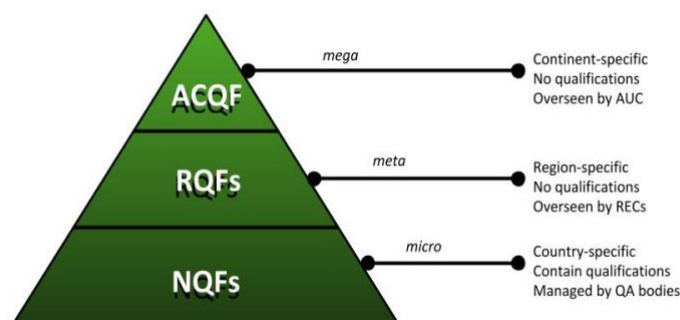
James Keevy, chef de l'équipe d'experts de JET Education Services, présente un bref aperçu de l'étude cartographique, ainsi que des réflexions sur les cadres de certifications au niveau international. À l'annexe 3 du présent rapport: brève introduction à l'équipe d'experts de l'étude cartographique: Lomthie Mavimbela; Jean Adolevi; Lee Sutherland; Maria Oveem; Andrea Bateman, Zaahea Vally; et Eleanor Hazell.

Les cadres de certification sont des instruments permettant de mettre au point, de classer et de reconnaître l'apprentissage formel. Ils sont de plus en plus communs sur l'ensemble du continent africain, comme c'est également le cas dans la plupart des pays d'Europe, d'Australasie et de la région Asie-Pacifique. De plus en plus de pays et de régions du monde entier développent des cadres de certification afin d'améliorer l'harmonisation des systèmes d'éducation et de formation et la comparabilité des qualifications, et l'Afrique n'est pas restée intacte. L'éducation en Afrique a été influencée par les idées occidentales et européennes bien avant la mise en place des cadres de certification.

Les systèmes d'éducation et de formation de la plupart des pays africains sont en phase de transition, en particulier sous l'influence des initiatives d'harmonisation internationale et régionale et par l'élaboration de cadres de certification nationaux et sectoriels. L'introduction des NQF est pertinente et attrayante pour les responsables de la mise en œuvre en Afrique, ainsi qu'en Europe et en Asie, car elle répond à des défis communs à de nombreux États dans un monde interconnecté, où les systèmes existants sont considérés comme insuffisants pour relever les défis que posent les mécanismes de la mondialisation pour les systèmes éducatifs.

La diffusion des NQF vers l'Afrique a été activement engagée par les individus et des gouvernements dans les États concernés. L'adoption de cadres de certifications vers l'Afrique n'est pas un phénomène isolé et on peut supposer que les premiers États qui ont adopté des cadres de certifications en Afrique occidentale, orientale et australe ont inspiré d'autres.

Une analyse de l'interaction entre les niveaux national, régional et continental dans le contexte du développement de l'ACQF a été abordée:



Graphique 2: Différents niveaux de cadres de certification

James Keivy dresse un bref aperçu de l'approche et de la méthodologie de l'étude cartographique, lesquelles sont alignées sur les trois piliers du projet de développement ACQF-déjà mentionnés dans le présent rapport. L'approche est conçue autour d'un ensemble de modules de travail, comme indiqué dans le mandat:

- Lot de travaux 1 (lot 1): la méthodologie de l'étude, sur la base des termes de référence, de la proposition technique et des points de vue et recommandations du séminaire de l'ACQF.
- Le Lot de travaux 2 commence par l'analyse des données de l'enquête en ligne, suivie des visites sur le terrain dans les pays et les CER. Les membres de l'équipe se sont vu attribuer des régions et des responsabilités différentes, en s'appuyant sur leur expérience. Des questionnaires structurés pour les entretiens seront élaborés et finalisés en consultation avec l'équipe de projet (CUA-ETF-GIZ). Ces questionnaires seront utilisés pour assurer la cohérence entre toutes les visites sur le terrain.

Un accent particulier sera mis sur la collecte de documents clés dans un registre central. Toutes les copies sur papier seront scannées et ajoutées au référentiel. Le dépôt sera mis à jour et les dossiers d'accès limités seront partagés le cas échéant.

Le Lot 2 comprendra l'analyse d'un ensemble de certifications. S'appuyant sur des comparaisons récentes de cette nature menées par le Cedefop et d'autres, un certain nombre de certifications communes seront sélectionnées, avec une représentation rudimentaire de différents types de qualifications, notamment, mais pas uniquement, des certifications professionnelles, techniques, universitaires et professionnelles (dans la mesure du possible).

Le rapport d'étude sera complété par un rapport de synthèse et des infographies, afin de faciliter la diffusion des conclusions importantes.

- Les consultations des parties prenantes auront lieu par l'intermédiaire d'ateliers de l'ACQF, d'autres réunions spécialisées et de webinaires pour l'examen des conclusions et la validation du rapport complet.

JET propose d'inclure un volet «renforcement des capacités» pour les jeunes chercheurs de troisième cycle au chômage — les modalités de travail à discuter avec les CER intéressées.

3. Sessions des groupes de travail: principales idées et attentes sur le l'ACQF

La session 9 a été conçue comme un espace interactif permettant à tous les participants de débattre leurs points de vue et leurs attentes en ce qui concerne l'ACQF. Pour structurer la discussion, deux outils ont été préparés: a) un modèle d'analyse fondé sur la théorie du changement et b) une enquête en ligne portant sur des questions spécifiques liées aux cadres des certifications en Afrique. Cette enquête numérique aurait dû être complétée pendant la session, mais le temps était court. Cette enquête sera testée ultérieurement avec un groupe de parties prenantes.

Les participants ont été répartis en quatre groupes, sur la base du critère linguistique (deux anglophones, un lusophone et un francophone), chacun d'entre eux co-facilité par un expert du JET et par un expert de l'ETF (groupe lusophone). Les délibérations de groupe constituent la base d'une conception précoce d'un exercice de théorie du changement (TOC) pour l'ACQF. Les résultats sont brièvement résumés ci-dessous.

Rapport sur le déroulement de l'exercice de modification effectué lors de la session 9

L'exercice de la TOC a été expliqué à tous les groupes de travail, qui disposaient de deux heures pour les débats et la formulation de leurs propositions. La première partie de la table des matières est une formulation du problème qui expose la nécessité de l'intervention. Une description du défi/de la question, que l'intervention globale vise à répondre/à apporter. La déclaration du problème formulée pour l'exercice par les experts du JET est la suivante (encadré). Les groupes de travail ont discuté de la pertinence de la formulation proposée et ont présenté leurs révisions.

Étape 1: proposition de formulation du problème

La liberté de circulation est un droit fondamental de l'être humain et figure parmi les principes fondateurs de l'Union africaine. Pour pouvoir circuler librement, les étudiants et les travailleurs migrants doivent faire reconnaître leurs qualifications dans d'autres pays. Toutefois, il existe des obstacles à la coopération continentale dans le domaine de l'éducation, qui ont une incidence sur la mobilité et l'employabilité des étudiants et des travailleurs ainsi que sur le développement du capital humain.

L'Afrique est composée de 55 pays, dont un petit nombre ont des cadres nationaux de certifications fonctionnels, et de huit communautés économiques régionales, dont certaines ont des cadres régionaux de certifications. Ces cadres, qui se trouvent à différents stades de développement et de complexité, devraient faciliter la compréhension des systèmes de certification et œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs continentaux de la mobilité et de l'employabilité des étudiants et des travailleurs et du développement du capital humain. Toutefois, à l'heure actuelle, ces cadres sont peu développés et manquent d'harmonisation pour y parvenir.

L'absence d'harmonisation des systèmes et cadres de certification (et, par conséquent, l'absence d'approche globale de la reconnaissance des qualifications) crée des difficultés pour les **personnes** — qui peuvent estimer que leurs qualifications ne sont pas comprises ou reconnues et leurs possibilités d'apprentissage et d'emploi sont entravées — les **établissements** — qui peuvent estimer que les qualifications qu'ils délivrent ne sont pas reconnues au niveau international — **employeurs** — qui peuvent avoir des préoccupations concernant la qualité de l'éducation et de la formation de leurs employés — et des **pays** — qui souhaitent optimiser les possibilités d'emploi et l'apprentissage tout au long de la vie.

Le **problème** proposé pour l'ACQF est représenté visuellement ci-dessous.



Graphique 1: Visuel de la déclaration de problème concernant le CQF

Étape 2:

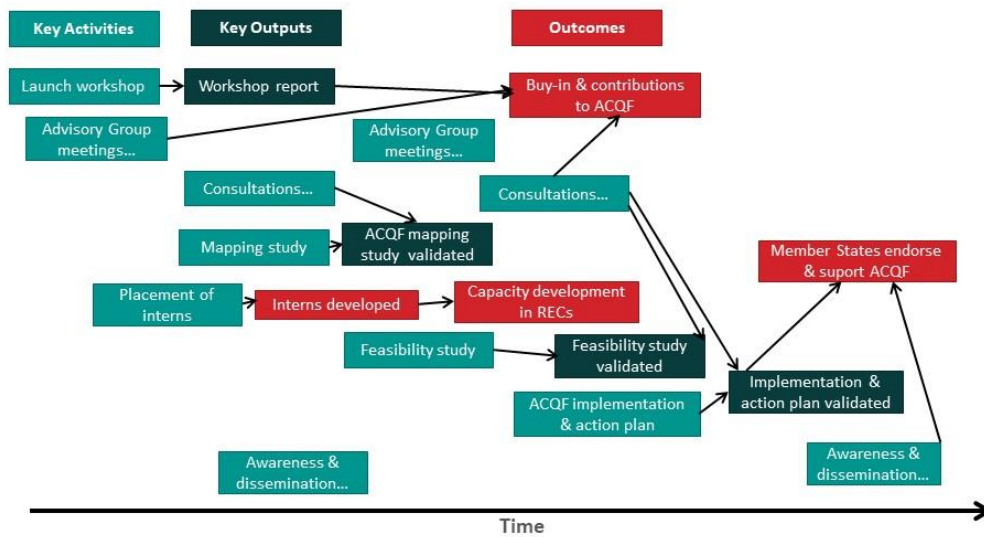
Objectif: la principale finalité de la formulation des objectifs — la grande image/le changement à long terme, que l'intervention vise à réaliser (contribuer à) à long terme.

- **Objectif** pour le **développement de l'ACQF**: l'ACQF approuvé et soutenu par les États membres, qui contribue au renforcement de la **mobilité continentale, de l'éducation, de l'employabilité** et du **développement du capital humain**.

Principales activités

La **théorie de l'action** décrite ci-dessous illustre la manière dont les principales activités recensées dans le cadre du projet ACQF devraient conduire les États membres de l'Union

africaine à approuver et à soutenir l'ACQF. Les activités correspondent bien aux grandes lignes du projet et à la feuille de route.



Graphique 2: Théorie de l'action ACQF

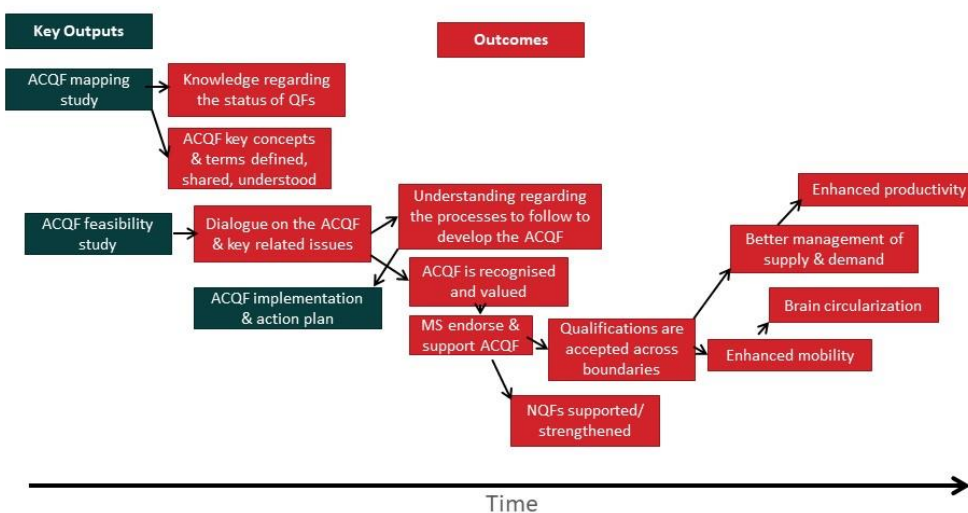


Figure 1: Théorie du changement

La théorie du changement appliquée à l'ACQF décrite ci-dessus illustre la manière dont l'ACQF devrait contribuer à renforcer la mobilité continentale, l'éducation, l'employabilité et le développement du capital humain.

Activité: Ce que fait l'intervention.

Résultat: Changements ou avantages escomptés par les activités et les réalisations. Par exemple, changements dans l'apprentissage, les connaissances, l'attitude, les compétences, la compréhension, le comportement, la pratique, les décisions ou les conditions de développement. Des résultats peuvent se produire à court, moyen et long terme, et ceux qui

prennent un temps plus long ne peuvent être évidents qu'après l'apparition de résultats à court et à moyen terme, c'est-à-dire qu'il peut y avoir une hiérarchie des résultats.

Indicateurs

Indicateur: «*Facteur ou variable quantitatif ou qualitatif qui constitue une base simple et fiable pour évaluer les réalisations, les changements ou les performances. Une unité d'information, mesurée dans le temps, qui peut aider à afficher les changements dans une condition spécifique*» (IFAD, 2002). Les indicateurs peuvent être définis pour les intrants, les activités, les réalisations, les résultats et l'impact (en fonction des besoins en intervention).

Les indicateurs suivants sont proposés pour suivre la mise en œuvre et le succès de l'initiative ACQF:

Indicateurs de progrès 1:

- Étude cartographique de l'ACQF produite à temps;
- Validation de l'étude cartographique ACQF;
- Participation des États membres et d'autres parties prenantes clés lors des consultations (# États membres et autres parties prenantes clés participant à ces consultations);
- Information STC-EST sur le processus de développement et la feuille de route de l'ACQF

Indicateurs de résultats:

- Étude de faisabilité réalisée dans les délais;
- Validation de l'étude de faisabilité ACQF;
- Participation des États membres et d'autres parties prenantes clés aux consultations (# États membres et autres parties prenantes clés participant à ces consultations);
- Élaboration d'un document politique et d'un plan d'action et d'un plan d'action en matière d'ACQF;
- Politique et documents techniques de l'ACQF et plan d'action validé sur le plan technique.

Indicateurs de résultats:

- # MS avalisant l'ACQF (*au delà de la responsabilité du projet en cours ACQF*)
- # MS avec NQF ou planifiant de développer/consolider un NQF
- Couverture par les médias et les médias sociaux;
- Sensibilisation des principaux groupes de parties prenantes à l'ACQF;

Indicateurs d'impact (à plus long terme et complexe/difficile à attribuer à l'ACQF)

- Taux de mobilité entrante (étudiants d'autres pays africains);
- Taux d'emploi entrant (employés d'autres pays africains).

INDICATEURS DU CESA

L'ACQF peut être lié aux objectifs suivants de la stratégie continentale en faveur de l'éducation pour l'Afrique (CESA) :

- SO 4: Veiller à l'acquisition des connaissances et des compétences requises ainsi qu'à l'amélioration des taux d'achèvement à tous les niveaux et à tous les groupes grâce à des processus d'harmonisation à tous les niveaux pour l'intégration nationale et régionale.
- SO 9: Revitaliser et développer l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation afin de relever les défis continentaux et de promouvoir la compétitivité mondiale.

Les indicateurs de CESA suivants sont à leur tour pertinents:

- **4.2 Existence d'un cadre national des certifications**
 - **Définition:** Une structure qui permet à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels et aux certifications universitaires d'être considérablement élargis, harmonisés conformément aux exigences de l'industrie, harmonisés et rationalisés.
 - **Objet:** Cet indicateur permet de savoir si un pays peut cataloguer les compétences produites et si ces compétences peuvent être facilement comparées entre les institutions et les pays. Un cadre national de certification qui est aligné sur un cadre régional des certifications offre des possibilités d'intégration régionale.
- **9.4 Le ratio de mobilité inbound**
 - **Définition:** Le nombre d'étudiants de l'étranger qui étudient dans un pays donné, en pourcentage du total des inscriptions supérieures dans ce pays.
 - **Objet:** Mesurer l'ampleur du nombre d'étudiants qui étudient dans le pays depuis l'étranger. Cela peut donner une indication de la valeur attachée à la qualité des établissements d'enseignement supérieur d'un pays par d'autres pays.
- **9.5 Ratio de mobilité à l'étranger**
 - **Définition:** Nombre d'étudiants diplômés de l'enseignement supérieur et supérieur provenant de n'importe quel pays étudiant à l'étranger en pourcentage du total des inscriptions supérieures dans ce pays.
 - **Objet:** Mesurer l'ampleur de la sortie des étudiants vers d'autres pays. Il peut indiquer les lacunes et les faiblesses perçues du secteur tertiaire d'un pays.

Conclusion de la session 9 par un sondage

Le sondage interactif facilité par le JET donne un aperçu intéressant du point de vue des participants. Les principaux résultats sont résumés ci-dessous. Les deux premières activités ont montré une nette préférence accrue en matière d'**harmonisation et de transparence**.

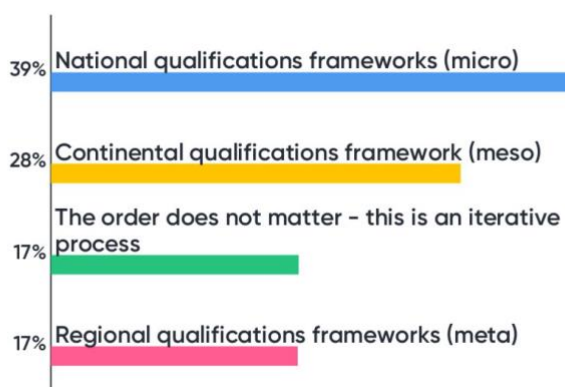
Quel est le problème auquel le CQF doit remédier?		
Option	Nombre de voix	Pourcentage de voix * arrondi
Multiplicité des qualifications	13	16
Manque d'harmonisation	25	30
Mobilité limitée des étudiants et des travailleurs	20	24
Reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel	10	12
La mobilité intra-africaine est limitée	8	10
Manque de prévisibilité, d'uniformité et de transparence des compétences	7	8

Option	Rang
Améliorer la transparence des qualifications	1
Reconnaissance automatique des titres de formation	7
Amélioration de la mobilité intra-africaine	3

Transparence des compétences	6
Intégration continentale	4
Harmoniser les qualifications	2
Compétitivité globale de l'Afrique	5
L'accès continental à l'enseignement supérieur	9
Plus d'emplois	10
Lier l'offre et la demande sur tout le continent	8

Interrogés sur l'ordre des priorités, les participants semblent être divisés, mais avec une légère préférence pour l'évolution de la situation au niveau national. Toutefois, la combinaison de ceux qui considèrent l'ACQF comme un premier développement avec la part de ceux qui considèrent que l'ordre n'a pas d'importance (parce qu'il s'agit d'un processus itératif) dépasse largement la part de ceux qui soutiennent le développement national en premier lieu.

What needs to be done first?



Graphique 4: Synthèse des questions soulevées et des questions soulevées au cours du débat des parties prenantes

Un large éventail d'observations complémentaires ont été rassemblées et sont disponibles dans le dossier partagé de l'ACQF, accessible à tous les participants.

Les participants ont demandé, dans les semaines à venir, une présentation détaillée de la méthodologie et du plan de travail pour l'étude cartographique, et certains ont fait valoir que cela aurait pu être mieux réalisé au cours de la session 8.

4. Clôture de l'atelier

Le président, DR Beatrice Njenga, énumère les prochaines étapes et actions:

- La première réunion du CACQF AG aura lieu le 4 septembre comme prévu.
- Le rapport global de l'atelier et un communiqué succinct seront disponibles au cours de la semaine 16/09/2019 pour validation examen et de la validation de la CUA. Le rapport et le communiqué sont diffusés dans les langues officielles de l'UA.
- Les résultats de cet atelier seront présentés à la STC-EST et pourront faire l'objet d'un suivi.

- La base de données des parties prenantes de l'ACQF devra être mise à jour et étendue pour inclure tous les États membres de l'UA et les parties prenantes concernées. Les CER et les associations régionales d'enseignement supérieur sont invitées à soutenir cet effort lors de la mise à jour des contacts avec l'ACQF.
- Le rapport initial de l'étude cartographique inclura et mettra l'accent sur la méthodologie et le plan de travail pour toutes les étapes clés, les visites sur le terrain et les étapes. Soumission à la CUA et au Groupe Consultatif de l'ACQF: en octobre 2019.
- L'ACQF est intégré dans l'écosystème des initiatives continentales dans le domaine de l'éducation et de la formation. La synergie et le partage d'informations avec ces initiatives seront recherchés tout au long du processus afin d'assurer la cohérence. Le dialogue avec les experts de la CUA en charge des activités de la Zone Continentale Africaine de Libre Echange sera poursuivi par la CUA.

Dr Njenga clôt l'atelier en félicitant l'effort et l'engagement de l'équipe de projet de l'ACQF avec le Dr Yohannes Woldetensae, qui a permis d'avancer avec l'expertise thématique et les moyens d'organisation nécessaires qui ont conduit à l'atelier inaugural, au lancement effectif de l'étude cartographique et à la première réunion de l'ACQF AG.

L'idée d'ACQF a été examinée au cours des années précédentes, mais avec des mesures de suivi concrètes très limitées. Maintenant la CUA a entrepris des actions et mesures concrètes avec le soutien des États membres de l'UA, des parties prenantes et des partenaires du projet ACQF. La sensibilisation sur l'ACQF relève de la responsabilité de toutes les parties présentes. Il est essentiel que tous les participants contribuent aux activités menant à l'ACQF. Les efforts déployés au cours de cet atelier ne seront pas vains et l'appropriation de ce projet est essentielle à son succès.

La vision qui sous-tend l'ACQF restera inchangée: *l'Afrique que nous voulons*.

ANNEXE 1: PROGRAMME DE L'ATELIER

Lundi 02 septembre 2019

Président: Joseph Samuels, PDG de SAQA

Temps	Session	Orateurs
-------	---------	----------

Session 1: Séance d'ouverture

09.00-09.45	Allocutions de bienvenue et d'ouverture L'ACQF dans le cadre des objectifs stratégiques de l'Union africaine fixés dans l'Agenda 2063. L'ACQF dans le cadre de la coopération UA-UE.	Commissaire Chef adjoint de la délégation de UE auprès de l'UA, Mme Anna Burylo
--------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------

Session 2: Contexte politique et objectifs du séminaire inaugural de l'ACQF

09.45-10.30	Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, l'harmonisation et l'assurance de la qualité de l'éducation en Afrique Principaux objectifs et programme de l'atelier et vue d'ensemble des institutions participantes.	CUA RHST Dr Beatrice Njenga Dr Yohannes Woldetensae
10.30-11.00	Pause-café	

Session 3: Développement de l'ACQF — Champ d'application des travaux et feuille de route 2019-2022

11.00-12.00	Aperçu de l'ACQF: objectifs et activités La gouvernance du projet de développement de l'ACQF, les institutions concernées et les parties prenantes.	AUC-ETF Dr Yohannes Woldetensae Eduarda Castel-Branco
--------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------

Session 4: Expériences africaines: Cadres régionaux des certifications

12.00-12.45	Cadre des certifications de l'Afrique de l'Est pour l'enseignement supérieur (EAC) Cadre de certifications de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	Dr Joseph Cosam (IUCEA au nom de la CAE) Mr Franz Gertze SADCQF
12.45-14.00	Pause-déjeuner	

Session 5: Expériences africaines: Cadres nationaux de certification

14.00-15.30	<ul style="list-style-type: none"> • Afrique du Sud (SAQA) • Maurice (MQA) • Éthiopie (ministère de l'éducation) • Kenya (KNQA) • Maroc (Ministère de l'Éducation) • Angola (INAAREES) • Sénégal (ANAQ-Sup) 	<p>Joe Samuels</p> <p>Robin Pholochund</p> <p>Alemshet Berhane</p> <p>Juma Mukhwana</p> <p>Arafat Atmoun</p> <p>Mme Maria Chimpolo</p> <p>Lamine Gueye</p>
15.30-16.00	Pause-café	

Session 6: Avis des parties prenantes du CQF sur le futur ACQF

16.00-16.45	<p>Points de vue des parties prenantes: attentes quant à l'ambition, au rôle et à la valeur ajoutée du CPCA dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie</p> <p><i>Panel</i></p>	<p>Union des étudiants d'Afrique</p> <p>Business Africa</p> <p>Organisation des syndicats africains</p> <p>Commonwealth Association of Technical Universities & Polytechnics in Africa</p>
16.45-17.00	Synthèse du 1 ^e jour	AUC-ETF

Mardi 03er septembre 2019

Présidente: Mme Ana Maria Nhample, présidente du Conseil national du Mozambique pour l'assurance qualité de l'enseignement supérieur

Temps	Session	Orateurs/facilitateurs
09.00-09.15	Discours de bienvenue et messages principaux à compter du 1 ^e jour	AUC-ETF

Séance 7: Cadres de certification dans le monde

09.15-10.00	Nouveaux développements et grandes tendances. Perspectives mondiales: évolution des cadres de certification; la diversification des modes d'apprentissage et l'acquisition des qualifications;	<p>UNESCO, Borhene Chakroun</p> <p>Cadre européen des certifications (CEC) — Eduarda Castel-Branco</p>
--------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------

	incidence de la numérisation et des nouvelles technologies dans les cadres de certification; une orientation plus marquée de l'utilisateur; l'évaluation des contributions des cadres de certification.	(ETF)
10.00-10.30	Pause-café	

Session 8: Pour commencer Étude de cartographie de l'ACQF — Approche

10.30-11.30	<p>Vue d'ensemble des objectifs, de l'approche, des méthodes et du calendrier. Schéma de l'étude. Principales questions de recherche. Sources d'information et de données.</p> <p>Interactions avec les parties prenantes aux niveaux national et régional.</p> <p>Communication et adaptation de l'étude cartographique de l'ACQF aux utilisateurs.</p> <p><u>Commencer par l'étude cartographique de l'ACQF: méthodologie pour la session 9</u></p> <p><i>Présentation. Débat</i></p>	<p>Eduarda Castel-Branco, ETF</p> <p>JET Education Services - équipe chargée de l'étude de cartographie de l'ACQF</p>
--------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Session 9: Faire des Sense du développement de l'ACQF: groupes de travail

11.30-12.45	<p><u>Sessions du groupe de travail (partie 1)</u></p> <p>1. Qu' attendons-nous du futur ACQF: synergie et valeur ajoutée pour les objectifs nationaux, régionaux et continentaux?</p> <p>Points de vue des pays et des groupes de parties prenantes.</p>	<p><u>Modération:</u></p> <p>ETF</p> <p>Experts en étude de cartographie de l'ACQF</p>
12.45-14.00	Pause-déjeuner	
14.00-15.45	<p><u>Sessions du groupe de travail (partie 2)</u></p> <p>2. Étude de cartographie de l'ACQF: collecte d'informations (avec le soutien d'un bref questionnaire).</p>	<p><u>Modération:</u></p> <p>ETF</p> <p>Experts en étude de cartographie de l'ACQF</p>
15.45-16.15	Pause-café	
16.15-17.00	<p><u>Session plénière</u></p> <p>Compte rendu de chaque groupe de travail</p> <p>Débat</p>	
17.00-17.30	Principales conclusions et enseignements tirés du lancement de l'atelier inaugural de l'ACQF pour	CUA RHST

	le développement. Prochaines étapes. Remerciements et remarques finales	
--	----------------------------------------------------------------------------	--

ANNEXE 2: LISTE DES PARTICIPANTS

Atelier inaugural de l'ACQF — 2-3 septembre 2019

Liste des participants

Name	Institution	Country
Dr Abdallah Baguma	Higher Education Council (HEC)	Rwanda
Prof Adbullahi Yusufu Ribadu	Association of West African Universities (AWAU)	Nigeria
Alejandro Martin Owono	Ministry of Education	Guinea Equatorial
Alemshtet Berhane	Federal TVET Agency	Ethiopia
Prof Amr Ezzat Salama	Association Arab Universities	Jordan
Prof Ana Maria Nhampule	National Council for Evaluation of Quality Assurance in Higher Education (CNAQ)	Mozambique
Ms Anastasie Gasogo	Higher and Post-Secondary Professional Education	Burundi
Prof Andualem Admassie	Higher Education Relevance and Quality Agency	Ethiopia
Ms Anna Burylo	EU Delegation to AU	Ethiopia
Mr Anzaf Abdou Ali	National Ministry of Education	Union des Comores
Prof Aquilino Varela	Ministry of Education	Cape Verde
Mr Arafat Atmoun	Ministry of Education VET Higher Education and Scientific Research	Morocco
Mr Arc. Samuel S. Ikani	National Universities Commission	Nigeria
Mr Augusto Gomes Barreto	Ministry of Education	Guinea Bissau
Ms Ayele Adubra	TVET Cluster CESA	Togo
Mr Bashir Mohammed	Ministry of Education	Somalia
Prof Bertrand Mbatchi	Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES)	Burkina Faso
Dr Beatrice Njenga	AUC HRST Education Division – head of division	Ethiopia
Dr Bintou Sessouma	MESRI	Burkina Faso
Ms Bleizy Costa	Ministry of Education and Higher Education	São Tomé e Príncipe
Mr Borhene Chakroun	UNESCO	France
Ms Caroline Mutepfa	AUDA-NEPAD	South Africa
Mr Charles Kihampa	Tanzania Commission for Universities	Tanzania
Ms Coleen Jaftha	SAQA	South Africa
Prof Dامتew Teferra	International Network for Higher Education in Africa – Durban and Boston	South Africa
Dr David Blaise Ossene	Economic Community of Central African States (ECCAS)	Gabon
Dr Emmanuel Crezoit	Ministry of National Education Technical Education and Professional Training	Ivory Coast
Mr Emmanuel Thinka Kamara	Tertiary Education Commission	Sierra Leone
Prof Ethienne Ehile	Association of African Universities (AAU)	Ghana
Dr Eusebius J. Mukhwana	Kenya National Qualifications Authority (KNQA)	Kenya
Ms Fiona Ernesta	Seychelles Qualifications Authority	Seychelles
Mr Franz E. Gertze	Namibia Qualifications Authority	Namibia
Dr Gertrude Namubiru	CESA Cluster Curriculum – African Curriculum Association (ACA)	Uganda

Mr Gibril Jaw	National Accreditation and Quality Assurance Authority	Gambia
Ms Jacqueline Mugo	Business Africa	Kenya
Ms Jahou S. Faal	Commonwealth Association of Technical Universities and Polytechnics in Africa	Kenya
Dr James Otieno Jowi	East African Community (EAC)	Kenya
Dr Jeffy Mukora	CNAQ	Mozambique
Mr Jimu Ignasio	National Council for Higher Education	Malawi
Mr Joe Samuels	SAQA	South Africa
Dr Joseph Cosam	Inter-University Council for East Africa (IUCEA)	Uganda
Mr Kebede Tsegaye	IGAD	Djibouti
Mr Khobotlo Motlalepula Shardack	Council of Higher Education	Lesotho
Mr Kilemi Mwiria	Regional qualifications framework	Kenya
Mr Kuzvinetsa Dzvimbo	Zimbabwe Council for Higher Education	Zimbabwe
Ms Laila EL-Rhilassi	Ministry of Education VET Higher Education and Scientific Research	Morocco
Prof Lamine Gueye	Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur (ANAQ-Sup)	Sénégal
Mr Marc Kokou Assogba	Ministry of Higher Education and Scientific Research	Benin
Ms Maria Madalena Chimpolo	INAAREES	Angola
Ms Marta Muhwezi	FAWE	Zimbabwe
Prof Martin Oosthuizen	South African Regional Universities Association	South Africa
Mr Mboni Dlamini	Eswatini Higher Education Council (SHEC)	Eswatini
Ms Miriam Chiyaba	African Qualifications Verification Network	Zambia
Mr Mirzak Najib	National Authority for Evaluation Quality Assurance and Accreditation in Higher Education	Tunisia
Mr Momo Bangoura	Ministry of Higher Education	Guinea
Mr Nicholas Ouma	AUC HRST	Ethiopia
Mr Nkiama Ekisawa Constant	National Agency Quality Assurance Higher Education	Democratic Republic of Congo
Mr Paul Comyn	ILO	Switzerland
Mr Peter Kwasi Kodjie	All Africa Students Union (AASU)	Ghana
Mr Robin Phoolchund	Mauritius Qualifications Authority (MQA)	Mauritius
Ms Rodolphine Sylvie Wamba	Direction of University Accreditation and Quality	Cameroon
Mr Shem Okore Bodo	Association for the Development of Education in Africa (ADEA)	Ivory Coast
Steve Nwokeocha	Africa Federation of Teaching Regulatory Authorities (AFTRA)	Nigeria
Mr Valentine Udeh	Organisation of African Trade Union Unity (OATUU)	Ghana
Prof Youhansen Eid	Arab Network for Quality Assurance in Higher Education (ANQAHE)	Egypt
Prof Yumiko Yokozeki	CESA Cluster Teacher Development – UNESCO IICBA	Ethiopia
ACQF project team		
Dr Yohannes Woldetensae	AUC HRST Education Division – senior expert	Ethiopia
Ms Eduarda Castel-Branco	ETF (ACQF project team)	Italy

Mr Fabian Jaekel	GIZ (ACQF project team)	Ethiopia
Mr Aklilu Desta	EU Delegation to AU (ACQF project team)	Ethiopia
Mr James Keevy	JET Education Services	South Africa
Ms Zaahedah Vally	JET Education Services	South Africa
Ms Eleanor Hazell	JET Education Services	South Africa
Ms Maria Overeem	JET Education Services	South Africa
Mr Adote-Bah Adotevi	JET Education Services	South Africa

ANNEXE 3: Équipe d'experts JET Education Services — étude cartographique de l'ACQF

Le chef d'équipe est M. James Keevy, qui est titulaire d'un doctorat dans l'enseignement, plus de 25 ans d'expérience dans la mise en œuvre du cadre de certification, le développement des politiques et la recherche en Afrique, mais aussi au niveau international. Il possède également de nombreuses années d'expérience en tant que chef d'équipe de projet dans les pays anglophones et francophones et avec un large éventail d'agences de coopération au développement.

Les autres membres de l'équipe ont également une grande expérience de travail dans toute l'Afrique depuis plusieurs dizaines d'années:

- La Lomthie Mavimbela a travaillé au secrétariat de la SADC et a supervisé les travaux du comité technique de la certification et de l'accréditation (TCCA);
- Jean Adolescent est un expert francophone qui a travaillé à l'UNESCO à Dakar sur le cadre des certifications de base de l'Afrique de l'Ouest, et dans de nombreuses autres régions d'Afrique;
- Lee Sutherland a travaillé en Afrique et dans les États du Golfe et, de ce fait, possède de nombreuses expériences de travail dans des pays arabophones;
- Maria Oveem est un ressortissant néerlandais qui a travaillé en Afrique pendant la plus grande partie de sa vie et qui offre une solide expérience du développement du CNC sur tout le continent.
- Andrea Bateman est un expert international possédant une grande expérience dans l'Australasie et en Asie, qui rejoint l'équipe en tant que conseiller technique dans une perspective extérieure.

Les membres de cette équipe ont tous travaillé ensemble en différentes combinaisons sur différents projets à travers l'Afrique et sont bien au fait des forces et des faiblesses de l'autre. L'équipe est soutenue par l'infrastructure des services de l'éducation du JET, une organisation africaine à but non lucratif possédant 27 ans d'expérience dans le domaine de la recherche, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation.

ANNEXE 4: ACRONYMES

AARU	Association of Arab Universities
AASU	All-Africa Students Union
AAU	Association of African Universities
ACA	African Curriculum Development
ACQF	African Continental Qualifications Framework
ADEA	Association for the Development of Education in Africa
AFTRA	Africa Federation of Teaching Regulatory Authorities
AG	Advisory Group
ANAQ-Sup	Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur (Sénégal)
ANQAHE	Arab Network for Quality Assurance in Higher Education
AQVN	African Qualifications Verification Network
AU	African Union
AUC	African Union Commission
AUC HRST	African Union Commission Human Resources, Science and Technology
AUDA-NEPAD	African Union Development Agency
AWAU	Association of West African Universities
CAMES	Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur
CAPA	Commonwealth Association of Technical Universities and Polytechnics in Africa
CESA	Continental Education Strategy for Africa
CNAQ	National Council on Evaluation of Quality in Higher Education (Mozambique)
EAC	East African Community
ECCAS	Economic Community Central African States
ECOWAS	Economic Community of West African States
EQF	European Qualifications Framework
ETF	European Training Foundation
EU	European Union
FAWE	Forum for African Women Educationalists
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
IGAD	Inter-governmental Authority on Development
IICBA	International Institute for Capacity Building in Africa
ILO	International Labour Organisation
IUCEA	Inter-University Council for East Africa
MQA	Mauritius Qualifications Authority
MS	Member States
NQF	National Qualifications Framework
OATUU	Organisation of African Trade Union Unity
REC	Regional Economic Community
RQF	Regional Qualifications Framework
SAQA	South African Qualifications Authority
SARUA	Southern African Regional Universities Association
SIFA	Skills Initiative for Africa
TVET	Technical-Vocational Education and Training
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation